

Colloque International

Deuil et Mémoire en Amérique latine

Émergences sociales, élaborations narratives et artistiques

Université de Lorraine. UR Écritures. Pôle LLET

Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA). UR ALTER

dans le cadre des activités du réseau
« Mémoire politique en Amérique latine »

11, 12 et 13 juin 2025
UPPA

Organisatrices :

Virginia de la Cruz Lichet (Université de Lorraine, Écritures)
Sabine Forero Mendoza (UPPA, ALTER)

Appel à communications

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un élan démocratique se fait jour en Amérique latine. Il s'exprime au travers d'élections (Argentine, Chili, Costa Rica, Pérou, Uruguay), mais se manifeste aussi dans des mouvements sociaux ou des révoltes (Bolivie, Guatemala). En lien avec les tensions générées par la guerre froide qui favorisent les coups d'État dans différents pays (Argentine, Guatemala, notamment), des dictatures se mettent toutefois en place dès les années 60. C'est d'abord le cas en Bolivie et au Brésil, puis au Chili, en Uruguay et en Argentine. Ces régimes répressifs peuvent être désignés comme des « États militaires bureaucratiques autoritaires » (O'Donnell, 1973 et 1979 ; Linz, 1973) : trouvant leur justification dans la doctrine de la « sécurité nationale », ils sont fondés sur le contrôle social, la persécution politique et l'usage massif d'une violence étatique. Un système de terreur visant à la destruction physique et psychique des opposants (tortures, détentions, disparitions forcées, mises à mort) et aboutissant à la déconstruction du lien social se déploie au travers du plan « Opération Condor », entre 1975 et 1980. Mais des stratégies de résistance se développent, variables selon les contextes politiques et socio-économiques des pays. Le regroupement des *Madres de la Plaza de Mayo* à Buenos Aires ou la création d'organisations de défense des droits de l'Homme en constituent des exemples. Au travers de diverses actions, il s'agit de demander vérité et justice, d'objecter aux récits officiels des contre-récits et d'opposer des entreprises mémorielles aux tentatives de manipulation, de dissimulation et

d'occultation. Il arrive que la création artistique se mette au service de ces luttes, en particulier sous des formes collaboratives menées en ateliers collectifs, en raison de leur puissance de symbolisation aux effets amplificateurs et mobilisateurs.

Durant la décennie suivante, ce sont d'autres formes de violence qui se déchaînent, notamment en Colombie, à l'occasion d'une *guerra sucia* ou d'une « guerre contre la société » (Pécaut) aux multiples fronts, qui voit se heurter armée régulière, groupes paramilitaires et *guerrillas* marxistes sur fond de narco-terrorisme. L'impuissance de l'État, l'impunité érigée en règle et l'amnésie d'une partie du corps social, qui préfère ignorer ce qui touche des populations défavorisées habitant des territoires éloignés des centres urbains, ne permettent pas aux victimes de se faire entendre, d'effectuer un travail de deuil, ni d'obtenir réparation. Dans ces conditions, l'art est souvent mis à contribution : adoptant des formes plurielles, en constant renouvellement, il se révèle un instrument efficace pour porter dans l'espace public la souffrance subie par des individus, bien souvent anonymisés ou réduits au silence, pour la mettre en image et en figures, mais encore pour indiquer la voie de sublimations possibles. On peut ainsi penser aux actions de deuil collectif proposées par l'artiste colombienne Doris Salcedo, aux *Prácticas de duelo* d'Erika Diettes ou aux travaux de dénonciation et de résistance de Tamara Cubas (exposition *El día más hermono*, 2012), de Gustavo Monroy ou d'Ana Isabel Díez (*En-bola-atados*) et encore aux séries picturales de Consuelo Manrique (*Cuerpo silente*, *Halitos*, *Vestigios*), pour ne donner que quelques exemples.

Au-delà de ces réalisations individuelles et du simple exemple colombien, dans d'autres pays d'Amérique latine, des propositions d'actions participatives sous la conduite d'artistes sont faites à des groupes de victimes, dans le sillage de l'art dit « socialement engagé » (Jackson, 2011) ou « art de guérison symbolique » (Rubiano, 2015), visant à rétablir un lien communautaire à partir de la reconnaissance d'une douleur identifiée comme collective, voire identitaire. Face à des situations de crise, aussi bien politiques que sociales, l'engagement de victimes dans des expériences qui exigent la création d'espaces de négociation avec les bourreaux apparaît comme une réponse privilégiée à l'espoir d'une reconfiguration du « vivre-ensemble » et à l'acceptation d'une justice spéciale. C'est ainsi que l'élaboration de narrations, basées sur le témoignage, la collecte d'objets, de documents, de données et/ou de preuves, s'opère et s'exprime sous diverses formes (comme l'exposition *Archivo Vivo*, le *Salón del Nunca más*, ou le travail réalisé par les *Tejedoras de Mampuján*, etc.).

De telles initiatives participent au déploiement d'une véritable politique mémorielle (*las políticas de la memoria*), relayée parfois par des institutions gouvernementales, mais aussi par des groupes universitaires, des ONG, des associations civiques et syndicales. Grâce à ces diverses émergences sociales, des procédures de réconciliation ou des processus de paix sont engagés, des actions de reconnaissance publique des exactions commises peuvent avoir lieu, des restitutions de terres et de biens sont opérées, des lieux de mémoire sont créés (le *Centro Nacional de Memoria Histórica* de Colombie et du Chili, les *Sitios y Espacios de Memoria* en Argentine ou encore les Musées comme le *Museo-Casa de la Memoria* de Medellín ou le *Museo de la Memoria y los Derechos Humanos* de Santiago du Chili). Et c'est dans ce contexte que les notions de « mémoire vivante » (Toro Tamayo, 2018), de « vérités multiples » (Jelin, 2009), ou de « mémoires courtes et mémoires longues » (Da Silva, 2017) sont avancées, autorisant une réécriture de l'histoire.

Le colloque offrira l'occasion de se pencher sur des récits et des créations artistiques s'apparentant à des actions de deuil et des constructions mémoriales collectives, produites entre les années 70 et aujourd'hui, dans divers pays d'Amérique latine marqués par la violence, l'oppression, l'extorsion et la répression. Dans une perspective comparative, mais attentive à la diversité des contextes historiques, sociaux et politiques, il s'agira de cerner des modalités de résistance et de résilience mises en œuvre au sein des sociétés et conférant à l'art sa force vive. Les échanges s'inscriront dans la continuité des travaux réalisés au sein du réseau de recherche « Mémoire politique en Amérique latine », constitué à partir de 2017 (UNIRIO, UdeA, Universidad Nacional de Córdoba, Université de Lorraine). Une publication est d'ores et déjà prévue dans la *Revue Amérika*, Université de Rennes 2, CELLAM, pour décembre 2025.

Comité d'organisation

Virginia de la Cruz Lichet, Université de Lorraine (virginie.de-la-cruz@univ-lorraine.fr)

Sabine Forero Mendoza, Université de Pau et des Pays de l'Adour (sabine.forero-mendoza@univ-pau.fr)

Comité scientifique

Virginia de la Cruz Lichet. MCF HDR. Université de Lorraine.

Anaïs Fabriol. MCF HDR. Université Rennes 2.

Sabine Forero Mendoza. Professeure des Universités. UPPA.

Javier Lifschitz. Enseignant chercheur. Universidad Federal del Estado de Río de Janeiro, Brasil.

Luis Carlos Toro Tamayo. Enseignant chercheur. Universidad de Antioquia. Colombia

Diego Jarak. Maître de conférences. Université de La Rochelle.

Envoi des propositions de communication

Les propositions (titre et résumé de 250 mots) sont à envoyer au comité d'organisation.

Langues autorisées : français, espagnol, portugais.

Date limite des propositions : 10 décembre 2024

Congreso Internacional

Duelo y memoria en América Latina

Emergencias sociales, elaboraciones narrativas y artísticas

Université de Lorraine. UR Écritures. Pôle LLET

Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA). UR ALTER

11, 12 et 13 juin 2025

UPPA

Coloquio organizado por

Virginia de la Cruz Lichet (Université de Lorraine, Écritures)

Sabine Forero Mendoza (UPPA, ALTER)

CONVOCATORIA DE COMUNICACIONES

Tras la Segunda Guerra Mundial, América Latina conoce un impulso democrático que se expresa a través de elecciones (Argentina, Chile, Costa Rica, Perú, Uruguay), pero también de movimientos o revueltas sociales (Bolivia, Guatemala). A pesar de ello, a partir de los años 60 y a causa de las tensiones generadas por la Guerra Fría, se dan una serie de golpes de Estado (Argentina, Guatemala, en particular) y la consecuente instauración de distintas dictaduras. Es el caso de Bolivia y de Brasil en un primer momento, y de Chile, Uruguay y Argentina, después. Estos régimes represivos pueden describirse como «Estados militares burocráticos autoritarios» (O'Donnell, 1973 y 1979; Linz, 1973). Justificados por la doctrina de la «seguridad nacional», se basan en el control social, la persecución política y el uso masivo de la violencia estatal. A través del plan «Operación Cóndor», se desplegó entre 1975 y 1980 un sistema de terror dirigido a la destrucción física y psicológica de los opositores (torturas, detenciones, desapariciones, asesinatos) que conduce a la deconstrucción del lazo social. En paralelo se desarrollan nuevas estrategias de resistencia en función de los contextos políticos y socioeconómicos de cada país, como por ejemplo la agrupación de las *Madres de la Plaza de Mayo* en Buenos Aires o la creación de organizaciones de defensa de los derechos humanos. Por medio de distintas acciones, se reclama Verdad y Justicia. A su vez, se trata de cuestionar la historia oficial mediante contra-relatos y de posicionar el esfuerzo de memoria frente a los intentos de manipulación, disimulación y ocultación. Se recurre a menudo a la creación artística para apoyar estas luchas, sobre todo en forma de talleres participativos y colectivos, por su capacidad de simbolizar, amplificar y movilizar.

En la década siguiente surgen otras formas de violencia, como es el caso de Colombia. Se trata de una «guerra sucia» o «guerra contra la sociedad» (Pécaut) que opone varios frentes (fuerzas armadas regulares, grupos de paramilitares y guerrillas marxistas), teniendo como telón de fondo el narco-terrorismo. La impotencia del Estado, la normalización de la impunidad y la amnesia de una parte de la sociedad que opta por ignorar la población más afectada y habitualmente alejada de los centros urbanos, son un obstáculo para que las víctimas puedan ser escuchadas, obtener reparación y hacer su duelo. En tales circunstancias, el arte presta su contribución adoptando formas plurales, constantemente renovadas, y revelándose como un instrumento eficaz para mostrar y representar en el espacio público el dolor padecido por las personas, en su mayoría reducidas al anonimato y al silencio, y así sublimarlo. Pensemos en las acciones de duelo propuestas por las artistas colombianas Doris Salcedo y Erika Diettes, o en los trabajos de denuncia y de resistencia de Tamara Cubas (exposición *El día más hermoso*, 2012), de Gustavo Monroy o de Ana Isabel Díez (*En-bola-atados*); o incluso en las series de pinturas de Consuelo Manrique (*Cuerpo silente*, *Halitos*, *Vestigios*).

Más allá de estas propuestas individuales y del ejemplo colombiano, algunos artistas en otros países de América latina proponen prácticas participativas a grupos de víctimas, en el marco de un «arte socialmente comprometido» (Jackson, 2011) o de un arte que contribuye simbólicamente a la «cura de la sociedad» (Rubiano, 2015), cuyo propósito es el de restablecer los lazos comunitarios a través de un dolor colectivo, incluso identitario, aceptado por todos. Frente a las distintas situaciones de crisis, ya sean políticas o sociales, el compromiso de las víctimas al participar en estas experiencias, resulta fundamental para crear espacios de diálogo con sus victimarios y responder así a la esperanza de una posible convivencia y a la aceptación de una justicia especial. De esta manera, la elaboración de nuevos relatos, basados en los testimonios, la colecta de datos, documentos y pruebas, se presentan de diversas formas (como es el caso de las exposiciones *Archivo Vivo* y del *Salón del Nunca más* o del trabajo realizado por las *Tejedoras de Mampuján*, entre otros).

Iniciativas como estas contribuyen al desarrollo de una «política de memoria», apoyada por algunas instituciones gubernamentales, pero también por grupos de investigación en colaboración con las universidades, o por las ONG, las asociaciones civiles y sindicales. Como resultado de estas emergencias sociales, se inician actos de reconciliación o procesos de paz, en ocasiones se puede producir el reconocimiento público de las exacciones cometidas, la devolución de tierras y propiedades y la creación de lugares conmemorativos. Contamos, por ejemplo con el *Centro Nacional de Memoria Histórica* de Colombia o de Chile, los *Sitios y Espacios de Memoria* en Argentina o los museos de la Memoria como el *Museo-Casa de la Memoria de Medellín* o el *Museo de la Memoria y los Derechos Humanos* de Santiago de Chile. En estos contextos, se abordan las nociones de «Memoria viva» (Toro Tamayo, 2018), «Verdades múltiples» (Jelin, 2009), o «Memorias cortas y Memorias largas» (Da Silva, 2017), autorizando, así, una nueva escritura de la historia.

Durante este coloquio se podrán analizar las distintas formas narrativas y creaciones artísticas en torno a las acciones de duelo y construcciones de memoria colectiva en los países marcados por la violencia, la opresión, la extorsión y la represión en América Latina entre 1970 y hasta nuestros días. Desde una perspectiva comparativa, y teniendo en cuenta la diversidad de los contextos históricos, sociales y políticos, trataremos de examinar las formas de resistencia y de resiliencia sociales,

utilizando la fuerza del arte en su sentido más amplio. Este evento se inserta en la continuidad de los trabajos realizados por la Red de Investigadores de “Memoria Política en América Latina”, creada a partir de 2017 (e integrada por las universidades UNIRIO, UdeA, Universidad Nacional de Córdoba y Universidad de Lorena). A raíz de este coloquio, una publicación está prevista en la revista *América* (Universidad de Rennes 2) para diciembre de 2025.

BIBLIOGRAPHIE/ BIBLIOGRAFÍA

- ARENDT Hannah (1972). « Sur la violence », in *Du Mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine*. Calmann-Lévy.
- ARDENNE Paul (2002). *Un art contextuel*. Seuil.
- BISHOP Claire (2006). « The Social Turn. Collaboration and Its Discontents », in *Artforum*, feb. 2006.
- BOURRIAUD Nicolas (1998). *Esthétique relationnelle*. Les presses du réel.
- DA SILVA CATELA Ludmila (2017). « De memorias largas y cortas : Poder local y violencia en el Noroeste argentino», *INTERSEÇÕES*, vol. 19 (2), 426-442.
- DOMÍNGUEZ HERNANDEZ, Javier ; FERNÁNDEZ URIBE Carlos Arturo ; TOBÓN GIRALDO Daniel Jerónimo ; VANEGAS ZUBIRÁA Carlos Mario (eds.) (2014). *El arte y la fragilidad de la memoria*. Universidad de Antioquia.
- JACKSON Shannon (2011). *Social Works. Performing Art, Supporting Publics*. Routledge.
- JELIN Elizabeth (2009). « ¿Quiénes? ¿Cuándo? ¿Para qué? Actores y escenarios de las memorias » (p. 117-150), in Ricard Vinyes (ed.), *El Estado y la memoria. Gobiernos y ciudadanos frente a los traumas de la historia*. Del Nuevo Extremo.
- KESTER Grant (2011). *The One and the Many. Contemporary collaborative practice in a global context*. Duke University Press.
- LAUGIER Sandra, OGIEN Albert (2010). *Le Principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique*. La Découverte.
- MARQUES-PEREIRA Bérengère & GARIBAY David (2011). « De l'instabilité politique aux dictatures militaires », in MARQUES-PEREIRA Bérengère & GARIBAY David (eds.), *La politique en Amérique latine* (p. 63-96). Armand Colin.
- LINZ Juan (1973). « The institutionalization of an authoritarian regime : the case of Brazil » (p. 233-254), in STEPAN Alfred (ed.), *Authoritarian Brazil : Origins, Policies and Future*. Yale University Press.
- O'DONNELL Guillermo (1973). *Modernization and Bureaucratic Authoritarianism*. University of California.
- , (1979). « Tensions in the Bureaucratic-Authoritarian State and the Question of Democracy » (p. 285-318), in COLLIER David (ed.), *The New Authoritarianism in Latin America*. Princeton University Press.
- RUBIANO Elkin (2014). « Las formas políticas del arte: el encuentro, el combate y la curación », *Revista Ciencia Política*, 9/14, p. 88.
- RUBIANO Elkin (2015). « El arte en el contexto de la violencia contemporánea en Colombia », *Karpa Journal. Journal of Dissident Theatricalities and Visual Arts & Culture*, n° 8. [En ligne]. Disponible sur : <https://www.calstatela.edu/al/karpa/karpa-8>

SWIDZINSKI Jan (1997). *Art contextuel* [1976]. Les presses du réel.

—, (2005). *L'art et son contexte : Au fait, qu'est-ce que l'art ?* Les presses du réel.

TORO TAMAYO Luis Carlos ; GIRALDO LOPERA Marta Lucía (2018). *Tramitar el pasado. Archivos de derechos humanos y museología viva.* Universidad de Antioquia/Museo – Casa de la Memoria.

ZHONG MENGUAL Estelle (2018). *L'Art en commun. Réinventer les formes du collectif en contexte démocratique.* Les presses du réel.

Comité organizador

Virginia de la Cruz Lichet, Université de Lorraine (virginie.de-la-cruz@univ-lorraine.fr)

Sabine Forero Mendoza, Université de Pau et des Pays de l'Adour (sabine.forero-mendoza@univ-pau.fr)

Comité científico

Virginia de la Cruz Lichet. MCF HDR. Université de Lorraine.

Anaïs Fabriol. MCF HDR. Université Rennes 2.

Sabine Forero Mendoza. Professeure des Universités. UPPA.

Javier Lifschitz. Professor-investigador. Universidad Federal del Estado de Río de Janeiro, Brasil.

Luis Carlos Toro Tamayo. Profesor-investigador. Universidad de Antioquia. Colombia

Diego Jarak. Maître de conférences. Université de La Rochelle.

Envío de propuestas

Enviar las propuestas (título y resumen de 250 palabras y un breve cv (máx. 10 líneas) al comité de organización.

Lenguas autorizadas: francés, español, portugués.

Fecha límite: 10 de diciembre de 2024.